

Motion adoptée par le Conseil d'administration relative au PLF 2026

Réuni le 4 février 2026, le conseil d'administration de la FNCDG a adopté à l'unanimité une motion formalisant son opposition à l'amendement introduit par le gouvernement dans le projet de loi de finances pour 2026 visant à plafonner le produit de la cotisation perçue par le CNFPT.

Cette motion va dans le sens du communiqué de presse publié par la coordination des employeurs territoriaux le 2 février dernier et qui dénonçait une ponction indirecte et unilatérale sur les collectivités territoriales au détriment de la politique de formation des agents territoriaux et de la motion adoptée par le conseil d'administration du CNFPT ce jour.

Cette initiative, qui représenterait une ponction de 45 millions d'euros, a été prise sans concertation avec le CNFPT ni avec les employeurs territoriaux, et constitue une manière détournée de faire contribuer un peu plus les collectivités territoriales au redressement des finances de l'Etat.

En effet, la disposition introduite par le biais de l'amendement du gouvernement transfère automatiquement au budget de l'État le produit de la cotisation perçue par le CNFPT mais supérieure au plafond institué.

Aucune contrepartie pour les collectivités locales n'est prévue à ce jour.

Tandis que le baromètre HoRHizons, publié le 4 février dernier, met en exergue que 60,6 % des collectivités ont renforcé l'accès à la formation de leurs agents, ce chiffre traduisant une véritable prise de conscience de l'importance de la formation comme levier d'adaptation dans un contexte de tensions sur les recrutements, d'évolutions des métiers et des besoins en compétences, le droit à la formation professionnelle des agents des collectivités locales ne peut souffrir d'une telle atteinte.